

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C – 2017/14256]

21 NOVEMBRE 2017. — Loi relative à des compensations en faveur d'entreprises touchées par la crise du fipronil (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Cette loi s'applique au dommage subi par les entreprises en vue de préserver la sécurité de la chaîne alimentaire.

Art. 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° "crise du fipronil" : l'ensemble des événements extraordinaires liés à l'entrée de fipronil dans la chaîne avicole, constatée en Belgique en 2017, et les mesures prises par les autorités publiques suite à cette constatation en vue d'empêcher la commercialisation de produits d'origine animale potentiellement contaminés destinés à la consommation humaine ou animale ou en vue d'assurer l'élimination d'animaux ou de produits ayant fait l'objet de mesures de blocage dans l'intérêt de la santé publique;

2° "entreprise" : opérateur visé à l'article 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, ayant des activités liées aux étapes de la production, de la transformation et de la distribution de volailles, d'œufs, d'ovoproduits et de leurs dérivés;

3° "Traité" : le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

4° "Commission" : la Commission européenne;

CHAPITRE 2. — Compensation à des entreprises touchées par la crise du fipronil

Art. 4. Dans les limites autorisées par la Commission en vertu de l'article 107, paragraphe 2, b), du Traité, l'État peut accorder une compensation à des entreprises en vue de couvrir le dommage matériel subi par ces entreprises à cause de la crise du fipronil et des mesures prises par l'autorité fédérale en vue de préserver la sécurité de la chaîne alimentaire. Le dommage sera compensé en tout ou en partie sur la base des critères déterminés par le Roi.

Art. 5. § 1^{er}. Une entreprise n'est éligible au bénéfice d'une compensation en application de l'article 4 que pour autant qu'elle :

1° fournisse la preuve du dommage subi et d'un lien de causalité direct entre ce dommage et la crise du fipronil;

2° établisse que la compensation demandée ne dépasse pas le dommage subi, compte tenu, le cas échéant, de toutes les autres compensations publiques fédérales et régionales que l'entreprise a déjà obtenues en raison de la crise du fipronil et de toutes les compensations qu'elle a reçues ou auxquelles elle a droit en vertu de polices d'assurances ou à titre de dommages-intérêts du chef de la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle de tiers;

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C – 2017/14256]

21 NOVEMBER 2017. — Wet betreffende compensaties ten gunste van bedrijven getroffen door de fipronilcrisis (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet is van toepassing op de door de bedrijven geleden schade met het oog op het beveiligen van de veiligheid van de voedselketen.

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° "fipronilcrisis" : het geheel van buitengewone gebeurtenissen verbonden met de infiltratie van fipronil in de pluimveeketen, in België vastgesteld in 2017, en de maatregelen die de overheid ingevolge deze vaststelling heeft genomen om te beletten dat potentieel gecontamineerde, voor menselijke consumptie of vervoederings bestemde producten van dierlijke oorsprong in de handel komen of blijven of om in het belang van de volksgezondheid te zorgen voor de vernietiging van dieren of producten die werden geblokkeerd;

2° "bedrijf" : operator bedoeld in artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels van de erkenningen, toelatingen en voorafgaande registraties afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, die activiteiten uitoefenen die verband houden met de stadia van productie, verwerking en distributie van pluimvee, eieren, ei producten en hun afgeleiden;

3° "Verdrag" : het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

4° "Commissie" : de Europese Commissie;

HOOFDSTUK 2. — Compensatie aan bedrijven getroffen door de fipronilcrisis

Art. 4. Binnen de grenzen toegestaan door de Commissie krachtens artikel 107, lid 2, b), van het Verdrag kan de Staat een compensatie toekennen aan bedrijven ten einde de materiële schade te dekken die deze bedrijven hebben geleden ten gevolge van de fipronilcrisis en de door de federale overheid genomen maatregelen teneinde het beveiligen van veiligheid van de voedselketen. De schade zal geheel dan wel gedeeltelijk worden gecompenseerd op grond van de door de Koning bepaalde criteria.

Art. 5. § 1. Een bedrijf komt enkel in aanmerking voor een compensatie met toepassing van artikel 4 voor zover het :

1° het bewijs levert van de geleden schade en van een rechtstreeks oorzakelijk verband tussen deze schade en de fipronilcrisis;

2° aantoonst dat de gevraagde compensatie de geleden schade niet overtreft, rekening houdend, in voorkomend geval, met alle andere federale en regionale overheidscompensaties die het bedrijf reeds heeft bekomen omwille van de fipronilcrisis, en met de vergoedingen die het heeft verkregen of waarop het recht heeft krachtens verzekeringspolissen of bij wege van schadevergoeding ingevolge contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid van derden;

3° n'ait pas commis d'irrégularités au regard des mesures prises par les autorités publiques dans le cadre de la crise du fipronil;

4° n'a pas fourni de données ou informations inexactes ou omis de déclarer certains renseignements, en vue d'obtenir la compensation;

5° a pris les mesures appropriées en vue de limiter son dommage;

6° n'ait pas des aides déclarées incompatibles avec le marché intérieur à rembourser, tant que le remboursement n'a pas été effectué ou que le montant à rembourser n'a pas été placé sur un compte bloqué (avec les intérêts dus dans les deux cas).

§ 2. En dérogation à l'article 6, § 6, de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales, les frais visés à l'article 6, § 6 susmentionné ne sont pas pris en charge par les entreprises qui ont droit à une compensation conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 6. Après concertation avec les secteurs et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi définit :

1° la procédure applicable aux demandes de compensation visées à l'article 4 et à l'examen de ces demandes;

2° les modalités selon lesquelles les entreprises doivent établir les éléments visés à l'article 5, § 1^{er}, 1° et 2°;

3° les modalités de calcul des différentes formes de compensations publiques octroyées en raison de la crise du fipronil et du dommage subi par les entreprises à cause de celle-ci, telles que visées à l'article 9;

4° les modalités des contrôles de l'exécution de la présente loi;

5° les modalités du recouvrement par le Trésor public de l'excédent éventuel des compensations publiques qu'une entreprise a reçues en raison de la crise du fipronil;

6° les éléments constitutifs du dommage matériel subi.

Art. 7. Il ne peut être procédé au versement d'une compensation en application de l'article 4 avant que le bénéficiaire n'ait renoncé par écrit, sans réserve et de manière irrévocable, à tout droit et toute action contre l'État et/ou l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire en raison des dommages subis à cause de la crise du fipronil ni, si le bénéficiaire avait déjà introduit une action en dommages-intérêts de ce chef contre l'État et/ou l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire devant les tribunaux, avant que le bénéficiaire n'ait signifié le désistement d'action à l'État belge et/ou l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Cette renonciation éventuelle s'opère au moment où le bénéficiaire a pleinement connaissance du montant de la compensation.

CHAPITRE 3. — Financement

Art. 8. Les compensations sont financées par les réserves de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 9. Le montant total des compensations publiques fédérales qu'une entreprise reçoit en raison de la crise du fipronil, que ces aides comprennent ou non des compensations octroyées en application de la présente loi, ne peut pas dépasser le dommage subi par l'entreprise à cause de la crise du fipronil, compte tenu, le cas échéant, de toutes les compensations publiques régionales que l'entreprise obtient en raison de celle-ci et de toutes les indemnités qu'elle reçoit en vertu de polices d'assurances ou à titre de dommages-intérêts du chef de la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle de tiers.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 10. § 1^{er}. Les infractions aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution sont punies d'une amende de cinquante à dix mille euros.

§ 2. Les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées au § 1^{er}.

3° geen onregelmatigheden heeft begaan ten aanzien van de maatregelen genomen door de overheid in het kader van de fipronilcrisis;

4° geen onjuiste gegevens of informatie heeft geleverd of bepaalde inlichtingen niet heeft nagelaten te verklaren, met het oog op het bekomen van de compensatie;

5° de gepaste maatregelen heeft genomen met het oog op het beperken van zijn schade;

6° geen met de interne markt onverenigbare steun heeft gekregen die moet worden terugbetaald, in zoverre de betaling nog niet werd gedaan of het terug te betalen bedrag niet op een geblokkeerde rekening werd gezet (met de verschuldigde interesten in de twee gevallen).

§ 2. In afwijking op artikel 6, § 6, van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen, worden de kosten bedoeld in bovenvermeld artikel 6, § 6, niet ten laste genomen door de bedrijven die op een compensatie recht hebben conform de bepalingen van deze wet.

Art. 6. Na overleg met de sectoren en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalt de Koning :

1° de procedure voor de aanvraag van de compensatie bedoeld in artikel 4 en voor het onderzoek van de betreffende aanvragen;

2° de nadere regels volgens welke de bedrijven de elementen aangegeven in artikel 5, § 1, 1° en 2°, moeten aantonen;

3° de nadere regels voor de berekening van de verschillende vormen van overheidscompensaties toegekend omwille van de fipronilcrisis en van de schade die de bedrijven ten gevolge daarvan hebben geleden zoals bedoeld in artikel 9;

4° de nadere regels voor de controle op de uitvoering van onderhavige wet;

5° de nadere regels voor de terugvordering door de openbare schatkist van het mogelijke overschot van overheidscompensaties die een bedrijf heeft ontvangen ten gevolge van de fipronilcrisis;

6° de basiselementen van de geleden materiële schade.

Art. 7. Een compensatie met toepassing van artikel 4 kan niet worden uitgekeerd vooraleer de begunstigde schriftelijk, zonder voorbehoud en onherroepelijk, heeft verzaakt aan elk recht en elke vordering tegen de Staat en/of het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen omwille van schade geleden ten gevolge van de fipronilcrisis, noch, zo de begunstigde hiervoor reeds tegen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en/of de Staat een vordering tot schadevergoeding bij de rechtbanken had ingesteld, vooraleer de begunstigde afstand van rechtsvordering heeft betekend aan het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en/of de Staat.

Deze eventuele verzaking gebeurt op het ogenblik dat de begunstigde volledig inzicht heeft in het bedrag van de compensatie.

HOOFDSTUK 3. — Financiering

Art. 8. De compensaties worden gefinancierd door de reserves van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen volgens de nadere regels vastgelegd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 9. Het totaalbedrag van de federale overheidscompensaties die een bedrijf ontvangt omwille van de fipronilcrisis, ongeacht of deze ook compensaties omvat toegekend met toepassing van deze wet, mag de schade niet overtreffen die het bedrijf heeft geleden ten gevolge van de fipronilcrisis, rekening houdend, in voorkomend geval, met alle gewestelijke overheidscompensaties die het bedrijf omwille daarvan bekamt, en met alle vergoedingen die het ontvangt krachtens verzekeringspolissen of bij wege van schadevergoeding ingevolge contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid van derden.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 10. § 1. De overtredingen van de bepalingen van deze wet of van haar uitvoeringsbesluiten worden gestraft met een geldboete van vijftig tot tienduizend euro.

§ 2. De bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in § 1.

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. DUCARME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 2693

Compte rendu intégral : 9 novembre 2017

Art. 11. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 november 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
D. DUCARME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 2693

Integraal Verslag : 9 november 2017

AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C – 2017/14294]

**4 DECEMBRE 2017. — Arrêté ministériel modifiant
l'arrêté ministériel du 17 juin 2009 fixant les référentiels d'audit**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 9 décembre 2004 relative au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 4, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 2005 fixant les contributions visées à l'article 4 de la loi du 9 décembre 2004 relative au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, confirmé par la loi du 20 juillet 2006, l'article 11, § 3, modifié par la loi du 22 décembre 2008;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juin 2009 fixant les référentiels d'audit;

Vu l'avis du comité consultatif de l'Agence fédérale pour la sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 17 juin 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1 décembre 2015;

Vu la concertation avec les gouvernements des Régions le 4 mai 2016;

Vu l'avis n° 60.905/3 du Conseil d'Etat, donné le 27 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 17 juin 2009 fixant les référentiels d'audit, le 3° est remplacé par ce qui suit :

"3° La norme FSSC 22 000, élaborée par Food Safety System Certification 22000, P.O. Box 693 4200 AR Gorinchem, The Netherlands;"

Bruxelles, le 4 décembre 2017.

D. DUCARME

FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C – 2017/14294]

4 DECEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 juni 2009 tot vaststelling van de auditreferentiesystemen

De Minister van Landbouw,

Gelet op de wet van 9 december 2004 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 4, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende heffingen bepaald bij artikel 4 van de wet van 9 december 2004 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, bekrachtigd bij de wet van 20 juli 2006, artikel 11 § 3, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juni 2009 tot vaststelling van de auditreferentiesystemen;

Gelet op het advies van het raadgevend comité van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 17 juni 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 december 2015;

Gelet op het overleg met de regeringen van de Gewesten op 4 mei 2016;

Gelet op het advies nr. 60.905/3 van de Raad van State, gegeven op 27 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Enig artikel. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 17 juni 2009 tot vaststelling van de auditreferentiesystemen, wordt 3° vervangen als volgt :

"3° de norm FSSC 22 000, die werd uitgewerkt door Food Safety System Certification 22000, P.O. Box 693 4200 AR Gorinchem, The Netherlands;"

Brussel, 4 december 2017.

D. DUCARME

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/31800]

**25 MAI 2017. — Loi relative au financement
du fonds amiante. — Traduction allemande**

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la loi du 25 mai 2017 relative au financement du fonds amiante (*Moniteur belge* du 21 juin 2017).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/31800]

**25 MEI 2017. — Wet met betrekking tot de
financiering van het asbestfonds. — Duitse vertaling**

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de wet van 25 mei 2017 met betrekking tot de financiering van het asbestfonds (*Belgisch Staatsblad* van 21 juni 2017).